

# LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL Décembre 1978

No 32

4 Francs



## QUEL MAOISME ?



## CELUI DES BATAILLES POLITIQUES

### Sommaire

#### BATAILLES POLITIQUES

(Sonacotra, facultés, Larzac, Bretagne)

#### L'ATTAQUE BOURGEOISE

(Mesures Barre, «légitime défense»)

#### ENQUETES

(Postes, lycées)

#### LE RISQUE DE GUERRE MONDIALE

(Position de la Chine)

#### PORTUGAL, POLOGNE.

#### LES PLANS RACISTES DE STOLÉRU

## EDITORIAL

La bourgeoisie classique, actuellement au pouvoir, mène contre le peuple une attaque sans précédent depuis les débuts du gaullisme.

Le contenu actuel et les projets de cette attaque, nous les étudions en détail dans ce numéro. Attaques contre les immigrés, contre les ouvriers, contre les jeunes... Nous montrons la place, dans tout cela de l'idéologie ultra-réactionnaire, développant le fascisme civil, qui se cache derrière la «légitime défense».

Face à cet assaut, il y a, déjà engagées, des batailles politiques, sans qu'il y ait un camp populaire unifié et consolidé. Nous faisons le point sur ces batailles, sur la participation des maoïstes, sur les succès, les échecs, les tendances.

Nous voyons aussi (chez les postiers, chez les lycéens...) apparaître, encore confuses, mais intéressantes, de nouvelles révoltes, de nouvelles idées. Nous faisons état de nos enquêtes et de nos initiatives.

A travers un film, et par l'appel à soutenir un combat, nous prenons position ce mois-ci sur les deux pays d'Europe où se sont produits, ces dernières années, les mouvements de masse les plus avancés : la Pologne, terre des grands assauts ouvriers (Gdansk, Radom, Ursus...) contre le social-fascisme et l'occupant russe ; le Portugal, terre d'une tempête de classe chez les paysans.

Nous continuons notre série sur la question de la guerre mondiale, à travers l'examen des positions chinoises (la théorie des trois mondes).

Tout cela compose une situation complexe et tendue. L'axe majeur demeure sans conteste l'unité français-immigrés. C'est là que les batailles de plus grande ampleur se livrent, là que progresse — notamment avec les no-

yaux — la question de l'avant-garde prolétarienne, là que syndicalisme et parlementarisme sont attaqués sans détour. Là aussi, que l'État agit avec la plus grande violence (également contre les patriotes corses ou bretons).

Tenir sur le front de classe, faire un vaste courant, remporter, aussi, des succès particuliers, avec d'incessantes escarmouches : c'est central pour nous, les maoïstes. Ce doit l'être, à notre avis, pour quiconque veut que notre peuple se lève, et se tienne debout.

Le gouvernement Giscard-Barre est un des plus réactionnaires depuis les temps noirs de la guerre d'Algérie, temps qu'il s'efforce d'ailleurs, avec ses rafles et sa cour de sûreté de l'État, de rappeler à nos mémoires.

L'appel à briser les projets racistes de ce gouvernement, qui conclut ce journal, est bien pour nous le cœur d'un combat frontal, d'un combat politique du peuple, pour abaisser la morgue anti-populaire odieuse des actuels gérants de la société impérialiste française.

# BATAILLES POLITIQUES EN COURS

## **Barbès, 18 Novembre :** **4<sup>ième</sup> démonstration de masse** **à l'appel du Comité de Coordination**

Ce 18 Novembre, c'était la 4ème fois que le Comité de Coordination appelait les immigrés comme les français à manifester, de Barbès à Ménilmontant.

24 Avril 1976 contre les expulsions des délégués, 19 Novembre 1977 contre les mesures Stoléru, 8 Juillet 1978 contre les menaces judiciaires, 18 Novembre 78 contre la répression policière: ces grandes manifestations, à chaque fois entre 10 000 et 20 000 personnes, rythment la plus tenace, la plus étonnante lutte ouvrière et populaire de ces dernières années.

Cette durée, à elle seule, manifeste la force, la sagesse combattante du mouvement des foyers et de sa direction. Ce mouvement contre les foyers-prisons, contre les gérants racistes, contre l'État anti-populaire et anti-ouvrier, pour l'égalité des droits, a frayé son chemin autonome face aux 2 bourgeoisies. Il a su traverser la période des élections de Mars 78 sans être laminé ni récupéré.

Ni les partis «de gauche» ni les syndicats n'ont pu le briser ou le dévoyer, qu'ils le calomnient, comme la CGT, ou qu'ils tentent de l'assujettir, comme la CFDT.



Oui, le mouvement des foyers, c'est la grande lutte de ce temps, c'est la grande preuve que pour tenir, pour durer face à l'État, pour vaincre, il faut que le peuple ait sa propre voie et ses propres chefs.

La manifestation du 18 Novembre 78 avait 2 aspects nouveaux, qui sont autant de promesses, ou de signes.

-1) Le ralliement de la CFDT parisienne s'inscrit en droite ligne dans les effets de l'échec du programme commun, de la déconfiture de l'union de la «gauche».

Certes, les syndiqués à gros macarons sur la veste, ça faisait un peu opération «main basse sur le mouvement». Mais finalement, le fait est que la CFDT a du suivre, a du reconnaître l'hégémonie du Comité de Coordination.

Dans la guerre des mots d'ordre, vers la fin du cortège, il y avait :

- le mot d'ordre syndicaliste arriéré «français-immigrés, même patron, même combat».
- le mot d'ordre de classe: «français-immigrés, égalité des droits».

Au bout du compte, c'est le second qui l'a emporté, y compris dans les rangs cfdtistes.

C'est une bonne chose: l'audience et la force du mouvement des foyers plie à sa loi des masses centristes.

-2) Surtout, pour la première fois, d'importants détachements du mouvement de la jeunesse étaient présents: lycéens, étudiants de Vincennes, Tolbiac, Nanterre. C'est là un point d'une importance décisive, auquel nous avons travaillé avec acharnement:

il amorce une percée de classe dans la jeunesse, et il contribue à briser l'encerclement de l'avant-garde populaire.

Tout ceci nous renforce dans la conviction qu'il faut élargir le mouvement de soutien à la lutte des foyers, que c'est possible, que c'est une tâche éminente des révolutionnaires.

Le pôle maoïste manifestait qu'il était porteur de cette conviction, avec la présence de toutes ses instances: nombreux CPACs, groupe FOUORE, comités PROPV, UCFML.

En outre, on a pu remarquer un fort cortège des Permanences Anti-Expulsion, et de nombreux vendeurs de leur journal, «L'Antiraciste». C'était peut-être la première fois que les Permanences Anti-Expulsion constituaient ainsi, dans une manifestation, un point de ralliement de masse pour les progressistes et démocrates anti-racistes.

C'est, à notre avis, une étape importante.

**Vive la grande lutte des résidents des foyers !**

**Vive le Comité de Coordination !**

**Français-immigrés, égalité des droits !**

**Écrasons le racisme et la xénophobie !**

**Abrogation des mesures Stoléru !**

**Abrogation de la circulaire Bonnet !**

**Vive notre peuple multinational !**

# Abrogation de la circulaire Bonnet !



Contre la circulaire Bonnet et contre la répression visant les foyers en lutte, des étudiants dans la manifestation du 18 Novembre 1978.

## QUE DIT LA CIRCULAIRE BONNET ?

Elle regroupe tout un tas de mesures, dont certaines étaient déjà en vigueur dans quelques facs. Tout cela dans le but — dixit Bonnet — de «filtrer» les étudiants étrangers. En fait, la circulaire va faire dépendre de la police, de l'État et de la banque qui, parmi les étudiants étrangers, peut venir en France.

1. Préinscription depuis le pays d'origine. Les États de certains de ces pays prennent d'ailleurs des mesures qui vont dans le même sens (circulaire NOVIRA en Tunisie).

2. Trois critères d'admission :

- Critère d'argent : il faut avoir 6 000 F à son compte en banque pour une 1<sup>ère</sup> inscription en 1<sup>er</sup> cycle. Cette somme équivaut au revenu annuel d'un paysan moyen au Sénégal ! Donc, ne seront admis que les rejetons des bureaucrates et valets de l'impérialisme français.

- Critère scolaire : réussir aux examens, et ne pas changer de voie en cours de route. C'est une mesure ségrégationniste, qui prend ouvertement appui sur les conceptions racistes des enseignants réactionnaires.

- Critère politique : un «fichier d'opposition» est consulté avant d'accepter les étudiants. Les polices politiques des pays d'origine, collaborant avec les polices françaises, vont faire leur choix.

3. Une clause véritablement fasciste précise que les autorités peuvent refuser l'inscription s'il leur apparaît que la demande est faite «pour se maintenir en France». C'est une attaque intolérable contre le droit des gens. C'est vouloir faire des recteurs, voire des professeurs, des complices et des mouchards des polices du monde entier, quand elles réclament, par exemple, un patriote ou un révolutionnaire pourchassés.

## UNE PIÈCE D'UN DISPOSITIF D'ENSEMBLE

Les temps d'aujourd'hui sont troubles pour la société impérialiste française. L'État attaque systématiquement les étrangers :

- les ouvriers immigrés (mesures Stoléru etc...)
- les politiques exilés (convention «anti-terroriste»)
- les étudiants (mesures Bonnet)

Les objectifs et les moyens de ces campagnes drainent le racisme et la xénophobie.

La bourgeoisie impérialiste veut des étudiants étrangers exclus de tout droit, dans des facultés dignes de l'apartheid, désertées de toute vie sociale, de tout débat politique révolutionnaire. Elle veut des étudiants français rivés à leurs diplômes, dressés à l'indifférence, courbés sous la propagande chauvine.

## L'URGENCE

Imposer l'abrogation de la circulaire Bonnet : objectif limpide et mobilisateur. Avec qui ? Quelles forces ?

L'UNEF prend position, dit que la circulaire Bonnet est raciste. Très bien ! Mais elle engage par ailleurs la lutte «au nom du rayonnement de la culture française» et c'est sinistre. En clair : l'UNEF «mobilise» pour une coopération impérialiste «propre» : pour des étrangers bien syndicalistes, pour une France aux couleurs du PCF. Son anti-racisme de surface, parce qu'il ne rompt pas avec l'impérialisme, n'a aucune force. Les chauvins masqués de feu la «gauche» ne nous rallieront pas contre Bonnet, chauvin d'État.

La voie, c'est la solidarité concrète, agissante, immédiate, entre étudiants français et étrangers. L'esprit de solidarité éclaire le visage des amis, des ennemis. C'est lui qui fait démarcation.

Dans le bruyant concert des manifestations revendicatives, des mots circulent, clairs comme le jour, repris des tracts maoïstes : «Les facs dont nous ne voulons pas sont des facs où on laisserait imposer les mesures Bonnet». Ou : «Nous ne passerons pas des examens dans des commissariats de police».

Il faut partir de la révolte, il faut en suivre le cours, en étayer la force de frappe.

## UNE CHARTE

Les premiers regroupements de solidarité active anti-Bonnet ont fixé les 5 points suivants :

1. Les mesures de la circulaire Bonnet ne peuvent être séparées des rapports impérialistes que l'État français impose aux peuples.

2. Lutter contre la circulaire Bonnet, c'est donc opposer à la complicité des États et des polices la solidarité active et massive avec les étudiants étrangers.

3. Lutter contre la circulaire Bonnet, c'est refuser qu'en France aujourd'hui l'inscription d'étudiants étrangers dépende de la police, de l'État, de la banque.

4. C'est aussi s'engager à être vigilant sur toutes les formes de racisme, de ségrégation dans les facs. La circulaire les encourage et elles existent déjà.

5. Empêcher la circulaire Bonnet, c'est un coup d'arrêt à la politique de réorganisation élitiste et anti-populaire à l'Université.

## ÇA MARCHE !

Avec ces 5 points, nous pouvons faire beaucoup de choses. C'est l'axe d'une action de masse partout dans les facs. C'est un mouvement réel, pas une «revendication».

A Vincennes, à Nanterre, se sont constitués des Comités étudiants pour l'abrogation de la circulaire Bonnet. Le travail a commencé dans trois directions : enquête, soutien direct pour imposer l'inscription des camarades étrangers, mobilisation dans toutes les UV.

Les maoïstes soutiennent à fond le développement et le travail de ces groupes d'action contre la circulaire Bonnet. A notre avis, c'est là un espace nouveau pour la politique révolutionnaire dans les facultés.

Les étudiants contre la circulaire Bonnet ont participé sous leur banderole à la grande manifestation des résidents des foyers, le 18 Novembre. C'est un fait nouveau, c'est la preuve que le combat contre la circulaire Bonnet inscrit les étudiants dans le camp du peuple.

Le combat contre le chauvinisme et le racisme est la grande affaire, le point central du moment. Les étudiants tiennent un bon fil.

# Elargir le soutien aux prisonniers politiques bretons et corses écrasés par l'Etat

## UN ACTE VIOLENT DE L'ÉTAT

Deux jeunes bretons de vingt huit et vingt neuf ans, ont été condamnés à 15 ans de prison. Pour avoir fait sauter une salle du château de Versailles, sans risque pour quiconque. Y a-t-il une commune mesure entre ces années de prison, et les quelques dégâts causés à quelques meubles, à quelques toiles ?

Ce ne sont certes ni comme «imbécilles», ni comme «vandales» —expressions du procureur— que les deux jeunes bretons sont condamnés si gravement. C'est leur cause, rien d'autre, qui est frappée à travers eux. Celle des aspirations du peuple breton. C'est, comme l'a dit le procureur, «les renégats de la France» qu'on veut réduire par ce verdict terrifiant.

Au nom de quoi ces deux jeunes reconnaissent-ils l'attaque contre Versailles ? La volonté d'abord de rendre sensible, en frappant un monument splendide quelle douleur est ressentie en Bretagne quand marée noire après marée noire ravagent les côtes, et la mer, quand les campagnes deviennent de force un désert livré aux camps militaires, aux centrales nucléaires, à un remembrement dévastateur et injuste. Quand la langue et les coutumes bretonnes sont niées, et que le peuple breton vit pour partie en exil. Le rappel aussi que ce chef d'œuvre d'histoire s'est bâti sur le sang et l'impôt forcé en particulier des villages bretons.

C'est cette protestation populaire qu'on veut aujourd'hui écraser et humilier.

Contre les bretons, contre les corses, c'est aujourd'hui l'heure des rafles, des mises au secret de 6 jours sans nouvelles aucune, des incarcérations avec des droits réduits, des brimades aux familles.

C'est l'heure des provocations, c'est le temps du mépris (1).

(1) Sur tout cela, lire la documentation rassemblée dans la brochure des Comités Bretons Anti-Répression (COBAR) : «Breizh-oppression-répression, les Bretons témoignent». Les COBAR définissent ainsi leur rôle et leurs objectifs :

### « 1. LE ROLE DES COBAR EST DE :

1. Dénoncer la répression qui s'abat avec une envergure jamais connue en Bretagne, contre des militants syndicaux, culturels et politiques bretons.

2. Car, la première violence en Bretagne est le fait de l'État capitaliste et centralisateur français :

- chômage, licenciements, fermetures d'usines ...
- remembrement autoritaire, exode rural, liquidation des petits et moyens paysans ...
- liquidation des petits pêcheurs,
- développement du tourisme au détriment de l'économie bretonne et des patrimoines naturel et culturel,
- exode forcé des jeunes, d'où le vieillissement de la population,
- implantation forcée des centrales nucléaires et camps militaires,
- destruction de la langue et de la culture.

### 2. OBJECTIFS :

1. Libération de tous les prisonniers politiques bretons,
2. Dissolution de la Cour de Sécurité de l'État, organisme de répression politique aux pouvoirs exorbitants.
3. Dénonciation de la répression en Bretagne, arrestations et perquisitions arbitraires.
4. Soutien moral et financier aux détenus et à leurs familles.
5. Information la plus large, sur les points ci-dessus, face à la campagne d'intoxication de l'État par le biais des médias ; campagne qui cherche à faire passer le mouvement breton pour une résurgence du nazisme.» (p. 6 et 7)



La solidarité avec les prisonniers politiques bretons doit s'organiser et s'élargir.

## ÉLARGIR A TOUT PRIX LA SOLIDARITÉ

Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour qu'une solidarité active empêche cette violente condamnation. Les forces rassemblées n'ont pas suffi. Parce que les temps sont des temps de dureté politique. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de briser toute révolte de masse. L'interdiction du droit de grève à Flins, avec le licenciement des ouvriers pour fait de grève ; les descentes de CRS dans les foyers ; la condamnation des bretons ; ce qui se prépare contre les immigrés : c'est cela le temps d'aujourd'hui. Un temps qui rend nécessaire la clarté politique du camp des révoltes et son extension. Le gala de solidarité avec les prisonniers bretons qui devait avoir lieu le 13 Novembre à la Mutualité à Paris a été interdit par l'État français. Mais tout le monde ne s'est pas couché devant cette interdiction. Un millier de personnes se sont rassemblées devant la Mutualité. Les 3 chanteurs bretons ont chanté l'hymne breton au milieu d'une centaine de gens rassemblés. Quand les flics ont chargé, arrêtant les 3 chanteurs, et une trentaine de personnes, une manifestation s'est formée parce que tous ceux qui étaient là ne voulaient pas abandonner le terrain. Cette manifestation est remontée de Maubert à Montparnasse aux cris de : «Liberté pour les prisonniers politiques bretons !»

Dans un moment où les manifestations sont largement interdites, et même un gala (chose sans doute jamais vue en France depuis 68), cette manifestation a montré que le courage existait pour accompagner les prisonniers, pour se solidariser avec eux, pour se dresser contre l'interdiction.

L'État français a eu peur que 3000 personnes acclament la lutte du peuple breton en plein Paris, 15 jours avant le procès. Mais il n'a pas réussi à faire croire que le peuple breton était seul.

De tout cela vont naître de nouveaux et actifs sympathisants de la cause du peuple breton, de ses paysans révoltés contre le remembrement bourgeois, de ses pêcheurs ruinés par les marées noires, de ses ouvriers, de sa jeunesse décidée à faire vivre son pays.

Tels ou tels actes de tel ou tel groupe, FLB ou autre, ne sont qu'un aspect particulier d'une question bien plus vaste, qui exige de tous un choix clair : Avec le peuple breton, pour sa force et sa dignité ? ou avec l'État impérialiste, sa chiourme et ses argousins ?

On ne nous détournera, ni de choisir, ni d'inviter partout au choix.

# LARZAC

Après leur marche de 700 Kms, pour venir négocier un compromis avec l'État, les paysans en lutte du Larzac ont trouvé 50 000 personnes pour les soutenir, et moult CRS pour leur barrer l'entrée de Paris.

Le mouvement de soutien au Larzac semble retrouver un souffle.

Certes, la manifestation parisienne du samedi 2 décembre, bien que fort nombreuse, n'avait pas beaucoup d'unité ni de force. L'esprit parlementariste PS y exerçait une influence néfaste.

Nous n'aimons ni le silence, ni les écharpes tricolores, ni l'hostilité affichée à «la politique». Il n'y a pas de raison de le cacher.

Venir en masse pour le Larzac est bien. Venir en masse pour la Sonacotra serait également très bien ... Chaque mouvement de ce temps aurait-il sa nature politique propre ? Il ne faudrait pas que sous le mot «Larzac» vienne se nicher, après tant d'années, la social-démocratie en mal de grand air et de défilés (pas d'élections en vue, après tout).

Ceci dit, cette affaire est portée par une question réelle de la société impérialiste (la désertification des campagnes). Aussi, nous en sommes. Le soutien, nous en sommes. Si l'État cède, tant mieux.

Voici le tract diffusé dans la manifestation. Nous y avons aussi fait connaître largement la lutte de classe dans la campagne bretonne.

**SOUTIEN TOTAL AUX 103 DU LARZAC: CONTRE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE ET LES PROJETS D'EXTENSION DU CAMP MILITAIRE DU LARZAC !**

Le 29 Septembre dernier ont été signés les arrêtés de cessibilité pour deux communes du plateau du Larzac: La Roque Sainte Marguerite et La Cavalerie: c'est l'expropriation des paysans et habitants de ces deux communes. L'armée peut, du jour au lendemain, proposer un prix d'indemnité et un mois après faire exproprier les habitants.

Par cette mesure, l'État veut en finir avec la lutte des paysans du Larzac qui dure depuis 7 ans.

## 1) POURQUOI L'ÉTAT VEUT AUJOURD'HUI EXPULSER LES PAYSANS ET RÉSIDENTS DU PLATEAU ?

- Pour certains, ce qui est en jeu, c'est l'image de marque de l'État. L'État ne veut pas caler devant une centaine de paysans tétus.

- Pour d'autres, il en va de l'honneur de l'armée, surtout que celle-ci est de plus en plus remise en cause par la jeunesse (objecteurs de conscience, renvois des livrets militaires, contestation dans les casernes, manifestations contre l'envoi de matériel militaire à Djibouti, contre les interventions militaires au Zaïre, au Sahara, au Liban... et contre l'utilisation de l'armée pour briser les grèves).

- De plus, certains députés, entre autres RPR, ont spéculé en achetant de la terre dans le périmètre d'extension du camp en vue de la revendre plus cher à l'armée.

Tous ces arguments sont réels, mais ils ne sont souvent qu'un aspect partiel d'une question fondamentale, à savoir: quel type de société la bourgeoisie française veut mettre en place ? Quel est le projet de l'État ?

Et d'abord, qu'est-ce que l'État veut faire de son armée ? Souvenons-nous de quelques faits récents :

- intervention française en Maurétanie contre la lutte de libération nationale du peuple Saharaoui.

- intervention française au Zaïre, envoi de «casques bleus» au Liban, soutien politique et militaire aux régimes réactionnaires africains: Tchad, Sénégal, Côte d'Ivoire, Haute-Volta... la liste est très longue !



La bourgeoisie française redéploie ses interventions militaires, ses pressions politiques dans de nombreux pays (principalement d'Afrique). Pour mettre en place cette politique, l'État veut disposer d'une armée forte et entraînée, constamment sur le pied de guerre.

L'extension du camp militaire du Larzac participe de cette logique: il doit être une des bases arrière des interventions militaires néo-coloniales.

Dans le même temps, la bourgeoisie met en place un type de société bien particulier: LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE :

- grandes métropoles avec des milliers de chômeurs (Paris, Marseille, etc...).

- désertification des campagnes, où il ne resterait plus que quelques agriculteurs capitalistes, des centrales nucléaires et des camps d'entraînements militaires.

La société impérialiste provoque un profond déséquilibre entre les villes et les campagnes, elle se situe pleinement dans la logique de la guerre impérialiste.

**POUR TOUTES CES RAISONS, IL EST IMPORTANT D'EMPECHER L'EXTENSION DU CAMP MILITAIRE ET D'APPORTER SON SOUTIEN TOTAL AUX PAYSANS DU PLATEAU DU LARZAC.**



Des forces progressistes dans une manifestation plutôt centriste.

**2) A LA CAMPAGNE, LA LUTTE DE CLASSE EXISTE !**

Si aujourd'hui ce sont les paysans du Larzac qui montent à Paris à pied et dont les actions sont connues, dans de nombreuses autres régions, les luttes paysannes existent:

- en centre-Bretagne, ce sont les paysans qui s'opposent depuis plus de 4 ans au remembrement forcé et autoritaire que veut imposer la DDA (direction départementale de l'agriculture). Par ces remembrements, l'État veut aussi, en éliminant les plus pauvres, transformer les campagnes en désert, avec seulement quelques gros paysans capitalistes.

- il y a les nombreuses luttes contre le nucléaire (Chalons/Saône, Alsace, Le Pellerin, Plogoff...) où les paysans luttent contre leur expropriation et refusent à la fois la désertification des campagnes et l'électro-nucléaire capitaliste.

Soutenir les luttes de classes à la campagne, c'est empêcher le cloisonnement, l'isolement et la tentative d'écrasement des paysans.

C'est aussi et surtout travailler à un autre type de société ayant comme mot d'ordre: **VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS !**

- Les paysans du Larzac en sont une illustration:
- il y a plus d'agriculteurs dans la zone d'extension du camp militaire qu'il n'y en avait il y a 6 ans.
  - des terres à l'abandon ont été remises en valeur.
  - une école a été ouverte en 1973 avec 35 élèves: c'est l'unique cas en France pour des régions rurales à vocation strictement agricole.

**Dire NON au camp militaire, c'est dire NON à l'impérialisme, NON A LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE !**

**Soutenir jusqu'à la victoire totale les paysans et résidents du Larzac, c'est refuser la désertification des campagnes, c'est s'opposer à l'armée impérialiste fauteuse de guerre !**

**SOUTENONS LES LUTTES PAYSANNES CONTRE LES PROJETS CAPITALISTES !  
VIVE LA LUTTE DES PAYSANS DU LARZAC !**

Les maoïstes du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes.

**U.C.F.M.L.**

«LE MARXISTE-LÉNINISTE» - Directeur de Publication P. Gonin - Dépôt Légal 4/78.  
Commission Paritaire No 56 220 - Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : « Le ML »  
BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La Source. Abonnement: écrire  
au ML avec paiement joint par chèque ou chèque postal . PRIX : 70F (normal sous  
pli fermé) 100F et plus (soutien sous pli fermé).

**I S S N 0338 - 5086**

# LES LYCÉENS PRÉSENTENT LEUR JOURNAL MAOÏSTE

Un journal !! Un journal ? Un nouveau journal !  
Un journal de la presse maoïste !

Un journal d'information de l'UCFML pour les lycéens. Il existe ! Son titre: Le Grand Air. Pour balayer tout d'un coup la poussière scolaire de l'école vermoulue, pour disperser, pour éclater l'histoire de la bourgeoisie, que certains profs corrompus et imbéciles, par leurs privilèges et leurs miettes, veulent présenter comme l'unique, la seule, la légitime, l'Histoire. Comme si le peuple n'existait que pour être façonné par la bourgeoisie, et pour servir ses intérêts. Comme si le peuple ne savait pratiquer que la collusion. Comme si la lutte des classes n'existait que dans la tête d'un intellectuel barbu.

Faire s'ouvrir l'école impérialiste, aux peuples qui se battent, luttent et triomphent, apporter le point de vue des maoïstes sur la conjoncture politique, lui donner une dimension nationale et internationale, balayer l'ignorance par le vent nouveau des grandes luttes de masse anti-capitaliste, combattre le racisme et le chauvinisme, montrer l'anti-racisme et l'unité du peuple.

Qu'il soit question de la Révolte, de la Révolution, qu'il soit question de la Politique, d'une politique. Celle des maoïstes et du peuple.

Voilà les tâches, voilà la Tâche du Grand Air. Ambitieuse et immense. Qui se cherche et tatonne, qui a besoin de soutien... mais combien... Oh et puis couchez vous sinon ! Le Grand Air lui souffle, le vent déjà léger de la tem pête !

## Ouvrons bien grand les poumons !

Eh oui, ça brûle, mais c'est rien, ça va passer, on va s'y habituer !

Respirons encore plus fort ! Ça va déjà mieux, on crache ses poumons ! Pour ceux qui ne s'y habituent pas, il reste toujours le masque à oxygène filtreur made in PCF et UNCAL.

De toute façon, nous n'écrivons pas pour eux. La porte est ouverte, et surtout, ne la fermons pas ! Eh ! Les courants d'air... !

A l'heure où les lycéens sont une des couches du peuple, avec les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en particulier, à vouloir, à manifester leur volonté de retoucher, de s'emparer à nouveau de la politique, à refuser de faire les frais de la crise, après le cul-de-sac de la lessive miracle baptisée programme commun, il est grand temps pour nous maoïstes, d'être les politiques de l'après 78.

De faire connaître aux lycéens nos points de vue, nos analyses et notre pratique politique. Rallier au soutien à la lutte des foyers Sonacotra, au camp anti-raciste et anti-expulsion. Parler de notre projet d'ensemble, de notre projet final. Qu'il soit débattu, qu'il soit connu, qu'il soit vivant. Armer la jeunesse, la jeunesse révolutionnaire, d'une connaissance, d'une conscience du monde, d'une conscience maoïste. Préparer l'antagonisme avec l'État et la société impérialiste française.

Présenter l'alternative.



Le journal maoïste des lycéens: l'Air d'une respiration neuve. L'R. de la révolution.

## Le Grand Air y a sa place !

Maintenant plus que jamais, pour que les jeunes soient une véritable force anti-capitaliste, qu'ils s'inscrivent dans un projet révolutionnaire et communiste, pour sortir de l'impasse des revendications syndicalo-trotskystes des Gommés et des Crayons, plus de profs pour sélectionner, discipliner et enseigner, de meilleures diplômes... pour des futurs cadres il faut qu'apparaisse la nécessité de se situer par rapport aux contradictions de classes de la société, dans le camp du peuple en marche sur la pointe des pieds, où dans celui des bourgeois racistes.

La nécessité de se lier aux grands mouvements de masse anti-capitalistes exemplaires par leur autonomie et leur riposte, face aux offensives et aux tentatives d'embrigadement des partis parlementaires. De soutenir et d'apprendre auprès de la révolte des peuples Breton et Corse, opposés à l'État français centralisateur, pour leur autonomie culturelle et politique.

La nécessité d'être à l'écoute de la lutte des peuples dans le monde, contre l'hégémonisme, le pillage et l'oppression impérialiste, en Iran, au Sahara, au Liban...

Apprendre, connaître, se forger un point de vue Lycéen autonome et spécifique sur la société impérialiste, afin d'être une force, non pas d'appoint pour la fanfare PCF, mais une force importante ET spécifique.

Nous, maoïstes, avec Le Grand Air, nous essayons d'y travailler. Et vous ?

A ceux qui disent que la jeunesse ne veut, et surtout ne peut rien, nous répondons l'histoire et 68.

# UNE ENQUÊTE : Qu'est-ce qui se passe aux PTT ?

Depuis quelques mois, l'effervescence renaît aux PTT, les désillusions électorales permettant de se dégager les ailes de la gauche syndicalo-parlementariste. Bien sûr, ce n'est pas un grand mouvement du même style qu'en 1974 qui se dessine à l'horizon. Cependant la révolte est grande : baisse des cadences, révolte contre les chefs, débrayages, grèves locales allant jusqu'à l'occupation des locaux se succèdent ; et les sapeurs pompiers syndicaux ne savent plus où donner de la tête allant de motions en pétitions, de grève de 24 heures par catégories, en grèves de 24 heures par régions, afin de lâcher de la vapeur de la marmite qui bout ; être syndicaliste par les temps qui courent n'est pas aisé et il est particulièrement difficile de calmer les esprits, le débat de masse sur la grève de 74, sur les élections de 78 et l'affrontement avec le pouvoir à l'offensive étant à éviter.

Voyons d'un peu plus près la situation aux PTT, ce qu'il y a de nouveau :

1. Les élections gagnées, la bourgeoisie classique a les coudees franches : ce qui n'était que rumeurs, projets, désirs devient réalité avec les rapports Nora-Minc-Rippert. Il s'agit de liquider la Poste dans ses rapports d'utilité au peuple, de rentabiliser ce qui peut l'être, jeter le reste. Et 74 l'ayant fait frémir, la bourgeoisie ne peut tolérer le blocage par des grèves d'un secteur important pour le capitalisme. Les grandes orientations :

- séparation déjà quasiment consommée de la Poste et des Télécommunications. Il s'agit de créer là un secteur rentable ouvert au capitalisme privé, avec des techniques nouvelles (télé informatique, télématique ...) lié au développement des firmes capitalistes et impérialistes françaises.

- une réorganisation systématique de la poste qui est « déficitaire » parce que « trop archaïque », où le « coût humain » est trop élevé et où « le personnel n'a plus l'esprit postier » (!) : dit le rapport Rippert. Cela signifie concrètement :

- suppression des pneux, à terme des télégrammes et du paiement des mandats.

- réorganisation de la poste avec moins de personnel, des centres de tri automatique (une machine trie de 25 à 30 000 lettres à l'heure contre 2000 par un employé). La poste étudie même la possibilité de diminuer les tournées postales (une fois tous les 2 ou 3 jours) ou d'étendre le système Cédex dans les villes (dans de nombreuses campagnes le facteur dépose le courrier à un regroupement de boîtes à lettres dans les villages souvent éloigné de plusieurs kilomètres des habitations).

Sous le couvert de modernisation, de rentabilisation c'est vers des réductions d'employés que tend la poste et vers la fin d'un certain nombre de services utiles au peuple.

2. Pour les syndicats, la corde est raide et le funambulisme difficile. Jusqu'à aujourd'hui, les syndicats, c'était la collusion avec l'administration, la revendication pour améliorer le bon fonctionnement de la poste, « l'image de marque du service public », l'encadrement du personnel pour que règne « l'esprit postier ». C'est une longue et sordide histoire de collusion où les syndicats et l'administration ont trouvé bon compte à inventer des tas de catégories pour le même boulot, avec des payes, des avantages différents. C'est l'exemple même de l'embrigadement des employés dans la défense du chacun pour soi, du menu et minable privilège sur le voisin. C'est que chacun y trouvait son compte. C'est grâce aux syndicats que fonctionnait cette archaïque entreprise postale, en échange de quoi, quelques pouvoirs dans les commissions paritaires et disciplinaires, gestion de cantines.

Avec la crise, le capitalisme sauvage, il y a d'un seul coup rupture de contrat. Pour la droite giscardienne, ces pratiques sont révolues. Et de surcroît, les postiers ont rompu aussi : 40 jours de grève en 74 ; une grande défaite avec l'idée amère que les syndicats ont poignardé dans le dos. Mais le bilan de cet échec ne se fera pas. La bourgeoisie révisionniste et les syndicats CGT-CFDT vont suspendre l'avenir des postiers dans le bon choix électoral ... D'où les jours difficiles des syndicats : FO continue à rallier à la bourgeoisie classique et CGT-CFDT s'entredéchirent. La CGT essaie d'user toute révolte par des arrêts de 24 heures, répétés. La CFDT déclame que c'est dur d'obtenir satisfaction, que c'est décourageant car il n'y a pas de perspective de changement avec une union de la gauche défaite. Moins il y a de questions posées, mieux ils se portent ou alors c'est pour verser dans le ralliement honteux à la société impérialiste : les agressions de facteurs étant de plus en plus nombreuses, l'unité FO-CGT se fait sur davantage de flics, la nuance étant que pour FO, le danger c'est « les métèques », pour la CGT, « la pègre et les sales quartiers de Paris comme Belleville et Barbès » (extraits de discours de bonzes syndicaux). Sur ce point, le ridicule est grand, car en 3 semaines à Paris, plusieurs facteurs antillais ont été agressés et tabassés pendant leur boulot par les flics qui les avaient confondus avec des voleurs (!).

3. Les élections ont libéré les postiers pour dresser le bilan de toute une période d'écrasement sous l'idéologie syndicale et l'anarcho-syndicalisme assez vivace (la CFDT essaie de se coller aux révoltes de la base et insuffler l'idée de la lutte, la tête enfouie sous le sable de l'apolitisme), pour voir clair sur la grève de 74. Il n'y a plus de perspectives de changement à court terme, de paradis syndical. Il y a les réalités de condition de travail plus difficiles ; il y a de plus en plus de jeunes déracinés de leur province venus à la poste à cause du chômage, révoltés d'avoir vu la mort lente de la province, révoltés par l'ennui du boulot monotone-foyer dodo. Il y a encore des catégories soit achetées par l'administration, soit liées aux syndicats qui ne visent que le maintien ou l'aménagement de leurs petits privilèges (quelques primes, débrouille individuelle pour avoir plus de congés). C'est dans les centres de tri que la colère est la plus grande. C'est là que sont les jeunes. C'est là que le boulot est plein d'ennui. C'est là qu'il y a les machines à trier qui rendent fous, machines à névroses, qui font baisser la vue, provoquent des maux de tête. C'est là où on vous traite comme une marchandise, où l'encadrement est de plus en plus féroce, où les sanctions et licenciements pleuvent. Le tri manuel abêtissant, le tri machine abrutissant, la maîtrise arrogante et, en plus, des manques d'effectifs (la bourgeoisie cherche à démolir l'image du service postal fonctionnant à peu près afin d'accélérer la mise en place de ses projets d'automatisation et réduction de personnel). Alors, chaque semaine, quel que soit le prétexte (sanction...) quelques centres de tri se mettent en grève, sur leurs revendications propres.

Les points de programme sont nouveaux : création d'emplois, titularisation des auxiliaires et vacataires sans conditions (FO et CGT demandent un examen de titularisation), levée des sanctions, améliorations des conditions de tri, baisse des cadences de tri.

Les syndicats s'affolent pour coller au mouvement, l'administration essaie d'éviter que cela fasse tâche d'huile : aussi, au bout de 8 jours de grève au centre de tri de Pontoise et 2 jours à Créteil, 260 emplois ont été créés pour les tris de banlieue parisienne, les sanctions levées, les heures de grève payées en bonne partie !. Face à la crise, les postiers

T.S.V.P .../...

des tris dessinent les éléments de programme contre le capitalisme en crise, contre le chômage.

Les débats politiques sont nombreux : la désertification des campagnes, l'échec de l'union de la gauche, la réorganisation de la poste (avec l'idée que les aspects d'utilité publique vont disparaître). Il s'agit là d'une situation nouvelle dans le milieu des employés, qui entame le bilan de l'échec du syndicalisme / parlementarisme, qui commence à poser les jalons d'une autre politique. C'est en même temps

toute l'interrogation sur une alternative révolutionnaire d'ensemble incluant l'ensemble des couches du peuple, sur l'organisation du prolétariat et de son parti.

Les maoïstes sont là, interpellés dans leur capacité à soutenir de façon positive le début du bilan sur les errements dans les méandres syndicalo-parlementaires d'une couche importante d'employés, à développer une alternative révolutionnaire pour l'ensemble des couches du peuple.

# LA BOURGEOISIE AU POUVOIR ATTAQUE DUREMENT LE PEUPLE

## CONTRE L'IDÉOLOGIE ULTRA-RÉACTIONNAIRE DE LA «LÉGITIME DÉFENSE»

La légitime défense et son cortège de morts va son bonhomme de chemin ; des temps nouveaux semblent venir : le meurtre n'est plus crime, aujourd'hui. On n'appelle plus les gendarmes, on tire. Le 16 à gros plomb et la 22 long rifle remplaceraient police secours et le juge d'instruction.

Il faut se rendre à l'évidence : la société giscardienne, tout particulièrement après Mars 78, s'installe dans le quotidien fasciste et le meurtre civil.

La violence de l'ordre social éclate non simplement dans les rapports de classe (licenciements, chômage, lutte des immigrés et des foyers Sonacotra, expéditions militaires et bruits de bottes), mais entre les gens eux-mêmes.

Autour du thème de la sécurité, celle des personnes et encore plus celle des biens, un fascisme civil, largement inorganisé, qui tire sans sommation et au nom de l'ordre, exécute à vue.

### LES ARRIERES POLITIQUES ET ETATIQUES DE LA LÉGITIME DÉFENSE

#### Le militarisme et les expéditions néo-coloniales

Les expéditions militaires du Zaïre et du Liban, l'exaltation des parachutistes, (l'apologie de la France des tranchées pour le cinquantième anniversaire de l'armistice de 1918) ; mercenaire international de 2<sup>ème</sup> zone, Giscard d'Estaing a ranimé la flamme colonialiste et militariste. «Vive l'armée» est devenu le cri de guerre de l'extrême droite.

#### L'offensive des fascistes

Les fascistes, en particulier le PFN (Parti des Forces Nouvelles) tentent une opération de percée parlementaire (élections européennes et Eurodroite). L'État les protège puissamment comme le démontrent les meetings de l'Eurodroite de Paris (Juin 78) et de Marseille (Octobre 78). Ces gens qui font l'apologie du racisme, de l'antisémitisme, du colonialisme, OAS notoires, alliés aux phalangistes espagnols et aux fascistes italiens qui les uns comme les autres ont

trempé ces dernières années dans des dizaines de meurtres et d'attentats, sont l'objet d'une grande sollicitude de l'État qui protège leurs manifestations et les fait parler à la télévision. Au vieil adage selon lequel le crime ne paierait pas, doit se substituer la leçon de réalité actuelle : le crime fasciste, ou à défaut l'apologie du crime fasciste, c'est relativement payant, on s'attire ainsi plutôt la bonne grâce de l'État.

#### La campagne anti-immigrés et anti-jeunes du gouvernement

- Les différentes campagnes racistes de Stoléro :

Les décrets contre les familles des travailleurs immigrés, La cynique soi-disante «semaine du dialogue» entre Français et Immigrés, alors que dans le projet du gouvernement, des dizaines de milliers de cartes de séjour, venant à échéance en 1979 ne seront pas renouvelées, ce qui équivaut à une expulsion pure et simple.

- Les contrôles policiers, les brimades et les crimes contre les immigrés et l'occupation policière des quartiers immigrés de certaines grandes villes.

- Des acquittements purs et simples d'assassins d'immigrés.

- La campagne contre les jeunes présentés comme délinquants et chômeurs. Comme les immigrés, les jeunes sont constamment contrôlés, arrêtés, quotidiennement présentés comme individus dangereux et gibier pour flic.

#### L'HISTOIRE MOITE

L'Histoire est l'objet d'une vaste offensive ultra-réactionnaire, visant à extirper toute référence révolutionnaire progressiste et anticolonialiste. Elle est un important enjeu de la lutte idéologique de classe. Trois signes :

#### La déclaration de Darquier de Pellepoix

Ancien commissaire aux affaires juives du gouvernement de Vichy, il a à son actif 80 000 enfants, hommes et femmes passés au four crématoire après la chambre à gaz. Et l'Express fait la une sur lui. Peu important ses déclarations, leurs caractères délirants présentant les exterminations nazis comme de la propagande sioniste, ce n'est pas cela qui compte ; ce n'est pas cela qui fait du bruit, mais bien qui tient ces propos : l'ancien commissaire aux affaires juives. Toute l'opération de l'Express est bâtie sur le passé de Darquier et

non sur ses propos ; elle consiste à faire sensation en donnant la parole à un criminel de guerre, à une des plus sinistres figures de la collaboration.

Mettre en scène et faire parler Darquier, c'est le signe qu'une fraction de la bourgeoisie récuse radicalement la résistance, la Libération comme la leçon à retenir de la période de l'occupation, et qu'elle y substitue une fascination morbide pour les assassins et les traîtres.

### La guerre d'Algérie

Revenir aux millions de morts algériens et à la manifestation réprimée dans le sang des algériens à Paris en novembre 61, ce n'est pas simplement rappeler le courage admirable du peuple algérien pour sa libération nationale et applaudir à sa victoire contre le colonialisme français, c'est aussi dénoncer ce colonialisme, dans sa cruauté, sa barbarie, son racisme, c'est rappeler la nature profonde de la société française. La guerre d'Algérie est toujours la vérité de la société française, la vérité d'il y a vingt ans, du ralliement du grand nombre au colonialisme, en même temps que se levait un courant de résistance et de dénonciation, seule lueur dans ces noires années de collusion du peuple en France avec le colonialisme.

C'est dans la guerre d'Algérie et l'actualité de son rappel, de son analyse et de sa dénonciation sans appel, que l'on trouve encore aujourd'hui les arrières de la conscience anti-colonialiste en France.

Rien d'étonnant alors que tout soit fait, et par la bourgeoisie, et par le PCF pour obscurcir ces temps, voire les justifier.

Le PCF dans sa politique et sa pensée n'a aucun rapport à l'Histoire. Il substitue à tout débat effectif sur l'Histoire réelle (la Libération, la guerre d'Algérie, le putsch gaulliste, Mai 68 ..., Staline, l'URSS aujourd'hui) l'affirmation qu'aujourd'hui il change et en mieux, et que sa démocratisation est en bonne voie.

Le PCF propage et à grande échelle une pensée qui se refuse à réfléchir l'Histoire réelle ou la réduit aux stéréotypes de son histoire officielle.

En ce sens, la nouvelle bourgeoisie obscurcit l'histoire réelle, la déforme, la falsifie.

Elle participe sur son mode à la campagne générale menée par l'ancienne bourgeoisie à l'obscurcissement de l'Histoire pour tenter d'empêcher la constitution d'une conscience historique du peuple.

### CONTRE LÉGITIME DÉFENSE CONTRE LES BAVURES POLICIERES CONTRE LE FASCISME QUOTIDIEN !

Pour légitime défense, il y a deux sortes d'individus ; les gens de bien, eux et leurs semblables, qui, à leurs yeux, constituent la société légale ; de l'autre côté, la cohorte de ceux qui leur semblent les illégaux : tous ceux qui pour eux menacent leur sécurité. Entre ces deux peuples, que distingue légitime défense, le peuple légal et l'autre illégal, il y a la violence, le meurtre, considéré comme légitime.

Pour ces fascistes civils, fascistes de conscience, même s'ils ne le sont pas encore d'organisation, le crime devient un acte social salutaire, un acte politique engagé, quasiment un militantisme.

Légitime défense procède par l'apologie du crime politique. Cette criminalité politique fasciste n'est pas ressentie par les médias et par l'État comme terrorisme (transgression violente de la loi) non ! La bourgeoisie ne juge pas les siens — légitime défense ! — avec ces critères qu'elle applique aux Brigades Rouges ; c'est tout le contraire. La bourgeoisie présente les crimes de légitime défense comme relevant d'un principe d'ordre, d'un contre-terrorisme.

Il s'agit d'une véritable entreprise fasciste d'individus armés, à l'affût de leur victime à assassiner au nom de la sécurité des familles et de la propriété.

Il faut dénoncer partout ces gens là qui propagent l'apologie et la légalisation du crime politique fasciste.

Chaque fois qu'un événement de ce type se produit il faut en dénoncer les auteurs et manifester publiquement.

A la philosophie de ces tueurs, nous devons opposer la nôtre : le respect de la vie est plus important que celui de la propriété.

Contre ces réactionnaires apeurés, chacun engagé dans sa propre guerre civile, mobilisons-nous et mobilisons le peuple.

## VIVE LE MAOISME !

### BROCHURES DE L'U.C.F.M.L. aux Éditions Potemkine:

- «Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme» Alain Badiou (1975) 5F
- «Angola, Cuba, URSS - Internationalisme prolétarien et social-impérialisme» (1976) 3F
- «Le plan Barre dans la conjoncture actuelle» (1976) 5 F
- «Sur le maoïsme et la situation actuelle en Chine après la mort de Mao-Tsé-Toung» (1976) 3 F
- «Le maoïsme, marxisme de notre temps» (1976) 3 F
- «Une étude maoïste: la situation en Chine et le mouvement dit: 'de la critique de la bande des quatre'» (1977) 4 F
- «Face aux élections, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes» (1977) 2 F

### 6 NOUVELLES BROCHURES (printemps 1978):

- «Qu'est-ce qu'une politique marxiste ? » Paul Sandevince, préfacée par l'UCFML. 4 F
- «Aujourd'hui, participer aux élections, c'est soutenir l'impérialisme» 4 F

- «Les noyaux communistes ouvriers: forme actuelle de l'avant-garde, piliers de l'édification du Parti de type nouveau» 5 F

- «Les Comités Populaires Anti-Capitalistes - CPAC» 2F
- «L'internationalisme prolétarien aujourd'hui» 4 F
- «Nucléaire, écologie, et politique révolutionnaire» 5F

### «LE MARXISTE-LÉNINISTE»

Journal central des maoïstes de l'UCFML

BP 278 -75 827 Paris Cedex 17

Abonnements (sous pli fermé): 70 ou 100F et plus.

### PUBLICATIONS DES COMITÉS

PORTUGAL ROUGE OUVRIER PAYSAN VAINCRA

REVUE: Luites de classes au Portugal

JOURNAL: Nouvelles du Portugal Révolutionnaire et brochures: CONTACTS, BP 247 -75564 Paris Cedex 12

Groupe FOUDRE d'intervention maoïste dans l'art et la culture. Publication trimestrielle: Feuille FOUDRE  
CONTACTS: Feuille FOUDRE 14 rue du Château d'eau,  
75 010 Paris. Abonnements: 20, 50, 100F et plus.

# LES PLANS ANTI-OUVRIERS DE BARRE

## LIBÉRALISME SAUVAGE ET PROJETS ANTI-POPULAIRES.

Depuis Septembre, un grand nombre de projets anti-populaires sont débattus dans les cercles gouvernementaux et patronaux et sont actuellement soumis à la consultation syndicale. Ils concernent aussi bien l'immigration que la semaine de travail, l'indemnisation du chômage, la santé, le logement...

Il ne se passe pas de semaine sans que la bourgeoisie fasse campagne sur un de ces thèmes: coût social insupportable du chômage, déficit de la sécurité sociale, allusions suggestives aux chiffres comparés des chômeurs et des immigrés.

Le tout s'accompagnant d'une couteuse campagne idéologique sur le fait que la crise impose désormais des solutions draconiennes et la remise en cause de toutes les situations acquises.

Que la bourgeoisie tienne aujourd'hui ce discours est d'abord pour elle une nécessité. Le plan Barre n'a toujours pas permis à l'impérialisme français de rattraper le bon wagon, celui des américains, des japonais et des allemands: un chiffre officiel record d'un million trois cent mille chômeurs en Novembre, 10% d'inflation annuelle et des perspectives assez sombres.

Cette situation s'explique principalement par l'impossibilité politique pour la bourgeoisie française de mener une politique anti-populaire brute de type allemand ou britannique. Du coup s'ouvrent toute une série de difficultés économiques et de déficits (caisse chômage, caisse sécurité sociale, budget...).

Giscard et Barre sont donc acculés à l'offensive anti-populaire. Mais en ont-ils les moyens ?

Appliquer les mesures anti-populaires radicales requises par la situation équivaudrait à faire éclater le consensus national fragilement et laborieusement constitué en mars dernier. De telles mesures ne viseraient pas simplement la classe ouvrière et les masses fondamentales, elles s'attaqueraient aussi à l'aristocratie ouvrière et à la petite bourgeoisie urbaine qui devraient ainsi s'accommoder des contraintes du redéploiement impérialiste.

Ce serait une entreprise politique très risquée pour Giscard. Aussi a-t-il commencé par matraquer ceux qui sont hors jeu du consensus parlementaire: les immigrés. Et il va continuer !

## LE FRONT IMMIGRE.

Là, l'offensive est largement entamée: mesures Stoléru, expulsions, attaque frontale actuelle contre le grand mouvement des foyers Sonacotra. Jusqu'à maintenant, elle s'est largement cassée les dents sur la résistance des résidents Sonacotra et des autres foyers, le soutien qui se développe autour du Comité de Coordination, les batailles anti-expulsion et anti-raciste, le combat pour l'égalité des droits.

La bourgeoisie ne désarme pas. Elle a sous les yeux le «modèle» allemand où le taux de chômage est descendu bien en-dessous du taux français en expulsant un million trois cent mille travailleurs turcs, yougoslaves et italiens. Nul doute que l'objectif à moyen terme de Giscard soit aussi de diminuer de moitié le nombre d'immigrés en France (de 2 millions d'actifs à 1 million). Après avoir arrêté l'immigration, une tactique ferme de grignotage a été mise en place: le non-renouvellement des papiers.

Avec de temps à autre, la tentative de réaliser des gros coups; par exemple début 1979, 350 000 cartes de séjour valables 10 ans de travailleurs algériens viennent à expiration. Barre et Stoléru ont déjà officiellement avoué que leur objectif était de ne pas les renouveler. Ils ont entrepris sur ce point des négociations avec l'Algérie. Beaucoup risquent l'expulsion, d'autres n'auront droit qu'à des récépissés reconductibles de 3 mois en 3 mois, enfin une minorité se verra délivrer des cartes à durée variable de validité.

C'est une bataille centrale qui va s'engager. Il faut la gagner, mobiliser tous ceux qui peuvent l'être avec comme mot d'ordre: le renouvellement sans conditions des cartes. Et pour cela s'y engager dès maintenant: ce renouvellement dépendra entièrement de la vigueur de la contre-offensive populaire.

## LES AUTRES PROJETS ANTI-POPULAIRES.

Sur la semaine de travail, l'indemnisation du chômage, la sécurité sociale, le logement... les bourgeois sont plus prudents. Pour l'instant, le discours va au delà de la réalité marquée par un certain attentisme. Ces projets restent sur les bureaux ministériels avec des fuites périodiques pour préparer le terrain et sonder les résistances.

L'accord avec les syndicats est recherché mais n'est pas la condition suffisante pour que les projets soient réellement lancés. Tous les bourgeois craignent comme la peste que n'éclatent des révoltes brutales, des mouvements de masse anti-capitalistes. D'autant plus qu'ils ne seraient plus bridés par le recours parlementaire à l'union de la gauche.

On voit d'ailleurs réapparaître toute une série d'escarmouches rampantes: renaissance d'un mouvement lycéen, agitation étudiante autour de la circulaire Bonnet et des mesures de mise au pas de l'université, incidents violents de Caen...

Il n'est donc pas certain que ces projets soient appliqués. Mais les tentatives ne vont pas manquer. C'est pourquoi il faut les connaître, dénoncer à l'avance tout ce qui se trame, en saisir les masses et déhasquer les manoeuvres syndicales.

De quoi parle-t-on dans les ministères, les bureaux patronaux et syndicaux ?

### - L'INDEMNISATION DU CHOMAGE :

Le nombre croissant de chômeurs, notamment ceux qui «content» cher, les licenciés économiques indemnisés à 90% a épuisé les caisses. Comme l'État, le patronat et les syndicats refusent d'augmenter les cotisations, il n'y a plus qu'un moyen pour éviter la faillite: une nouvelle répartition des fonds entre les chômeurs.

- d'abord, il ne sera pas touché à la profonde inégalité actuelle: environ 35% des demandeurs d'emploi ne sont pas indemnisés du tout, notamment les femmes à la recherche d'un premier emploi. De manière plus générale, les inégalités dans l'indemnisation sont liées à la manière dont on entre dans le chômage (femmes, jeunes, licenciés «tout courts», licenciés économiques). Cette division entre ceux qui ont quelques garanties et ceux qui n'en ont pas du tout sera maintenue.

- l'allocation supplémentaire d'attente (les 90%) diminuerait au cours du temps: 90% au 1er trimestre, 60% au 4ème. Et l'allocation spéciale (les licenciés «ordinaires») remonterait de 40% à 45% (3 premiers mois). Il y a là deux objectifs: sauvegarder un minimum d'indemnisation pour éviter les émeutes; et puis, en abaissant l'indemnité à un niveau insuffisant pour vivre, chercher à ce que le chômeur se remette le plus vite possible dans le cycle du travail. La réforme de l'indemnisation ne diminuera pas le chômage total, mais elle doit assurer une plus grande rotation des chômeurs, une plus grande mobilité entre le chômage et le travail.

La fin des 90%, l'uniformisation de l'indemnité à un niveau plus bas, sa dégressivité, c'est un coup de pied donné aux français pour qu'ils acceptent la déqualification, voire de remplacer les immigrés.

C'est aussi pour qu'ils acceptent les formes «plus souples» de travail rendues nécessaires par la crise.

Cette réforme accentue l'instabilité de la situation du chômeur, tout au moins celle de ceux qui avaient encore quelques garanties. Les mouvements de masse contre les licenciements pourraient s'en trouver renforcés.

## - LE REPARTAGE DU TRAVAIL :

Pour s'adapter à la crise, se redéployer comme on dit, les capitalistes ont besoin d'avoir les mains libres dans l'utilisation du temps de travail. Mais ils s'opposent là à une forte rigidité: l'existence des droits acquis sur cette question par la classe ouvrière depuis le fameux combat au XIXème siècle sur la journée de 10 heures.

Déjà l'intérim, qui a encore doublé ces deux dernières années avait vivement entamé le droit au travail historiquement constitué de la classe ouvrière. Le combat contre l'intérim reste plus actuel que jamais, il est une tâche prioritaire.

Mais l'intérim ne leur suffit plus. D'autres formes de travail vont se développer:

. le travail à temps partiel: il compte pour 20% du travail aux USA et pour 4% en France. S'introduisant d'abord dans les services publics, il peut ensuite se généraliser au secteur industriel.

. la fixation de la durée légale du travail au niveau de l'année: c'est l'abandon de la semaine de 40heures votée en 36. Fixée annuellement (1900 heures), la durée de travail pourrait varier chaque semaine entre 30 et 50heures, selon les variations de la production de l'entreprise et serait négociée, à son niveau, avec les syndicats.

Il y a la volonté de faire éclater la classe ouvrière, de lui faire renégocier son statut branche par branche, usine par usine. Dans cette politique à l'égard de la classe ouvrière, la bourgeoisie classique tient compte des leçons du syndicalisme: rapporter les ouvriers à leurs intérêts immédiats dans la société impérialiste, intérêts différents de statut à statut. Elle entend piéger la CGT et la CFDT à leur propre jeu et remonter au syndicalisme des origines: le syndicalisme de branches, de métiers (et maintenant d'OS, d'OP, d'embauchés fixes...). D'ailleurs, le simple fait que les syndicats aient acceptés de négocier avec l'État et le CNPF des droits acquis par l'ensemble de la classe ouvrière montre bien qu'ils s'inscrivent désormais complètement dans la logique de la société impérialiste. Leur politique n'est pas de défendre les droits acquis de la classe ouvrière, mais de négocier les miettes de l'impérialisme selon leurs clientèles. De son côté, ce que la bourgeoisie classique tente aujourd'hui par rapport aux syndicats, ce n'est pas tant de collaborer avec eux, mais plutôt de leur bouffer le terrain et de maîtriser elle-même le syndicalisme pour rebâtir son ordre social.

Ce repartage du travail est dangereux non pas simplement par son contenu mais aussi et surtout par l'opération politique et idéologique qu'il représente: «Vous allez pouvoir choisir vos loisirs et ne plus être astreints à un horaire fixe et répétitif, vous allez devenir les maîtres de votre temps, le temps partiel c'est l'idéal pour les femmes et souvent pour les jeunes...». Tel va être le refrain.

Pour faire accepter ces réformes, la bourgeoisie va essayer de jouer nos accommodements personnels contre des droits acquis, produits d'une histoire, celle qui a jalonné les combats de la classe ouvrière et dans lesquels elle s'est forgée comme classe sociale (semaine de 40 heures, le contrat unique de travail et à durée indéterminée...).

Il y a là une double tentative de négation des ouvriers comme classe et de l'histoire, au travers de l'illusion brandie des petites issues personnelles à la crise et le repli sur soi.

Face à cette offensive, nous ne pouvons nous contenter d'être défensifs et de réactiver la mémoire. Il faut, à cette occasion, porter plus loin le combat de ces dernières années contre l'organisation capitaliste du travail, développer ses éléments de programme et travailler à faire de la question de l'intérim une grande question politique de la classe ouvrière et du peuple, à l'égal de celle de l'immigration.

C'est, en particulier, la tâche des CPAC.

## - LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LE CONTROLE DES ARRÊTS DE TRAVAIL :

Dans l'impossibilité, là aussi, d'augmenter les cotisations sauf à pressurer la clientèle des cadres, il ne reste qu'un moyen pour diminuer le déficit: la compression des dépenses. Sont particulièrement visées celles qui financent les arrêts maladies. D'ores et déjà, le délai de carence a été porté à 7 jours et les demi-journées sont maintenant imposées.

Les «profils médicaux» établis par la Sécurité Sociale pour chaque médecin vise à faire comprendre à celui-ci le «sens du devoir», c'est-à-dire la diminution des arrêts de travail prescrits.

Quant aux plus récalcitrants, l'État les trafne devant les tribunaux pour complaisance avec les intérêts du peuple (procès Combes et Carpentier). Enfin et surtout, le décret Boullin doit organiser un nouveau contrôle des arrêts de travail en les confiant non plus entre les mains d'officines patronales, comme Securex, mais entre celles des syndicats de médecins et de l'Ordre.

Ce décret, c'est l'autre versant de l'intensification du travail, c'est l'impossibilité de se faire porter pâle, de souffler, d'être absent.

Il nous faudra combattre ce décret scélérat, en particulier toute convention collective qui l'incluerait (n'oublions pas que le contrôle Securex a été signé par les syndicats de la métallurgie).

## - LE LOGEMENT :

Barre annonçait des changements importants: politique de libération des loyers, marchés libres. C'est-à-dire le logement comme marchandise pleine et entière. Avec comme objectif de redonner vigueur au bâtiment qui bat sérieusement de l'aile.

Le moyen de cette politique, c'est l'augmentation des loyers de manière à ce que tout le monde y consacre au moins 20% de son revenu. Cela concerne non seulement les loyers libres, mais aussi les loyers HLM et les loyers bloqués des logements construits avant 1948. Ces deux dernières mesures doivent inciter les ménages à revenu moyen à quitter les HLM et les vieux logements pour se porter demandeurs de nouveaux logements.



La jeunesse d'un ministre impérialiste de choc: Barre fait son service militaire à Madagascar en 1948, un an après la répression de la révolte anti-coloniale de 1947, répression qui fit 80 000 morts. Un homme d'ordre en culottes courtes.

Enfin, une Aide Personnalisée au Logement (APL), serait versée aux propriétaires pour les ménages les plus défavorisés, incapables de payer la totalité de tels prix.

On aurait donc une brusque augmentation des loyers et en même temps très inégale selon les gens (il n'y aurait pas deux quittances identiques). C'est d'ailleurs ce qu'a essayé de faire la Sonacotra cet été pour diviser les résidents, et qui concerne donc aussi les français.

Pour l'instant, Barre recule devant les effets de cette politique sauvage qui peut provoquer de gros remous et relancer l'augmentation des salaires. Le déblocage total des loyers qui devait intervenir en Janvier 79 est reculé au mois de Juillet. L'APL s'en tient encore à des expériences «pilotes»...

Nous devons rester vigilants, tant l'attaque serait d'envergure. Il faut en tout cas dès maintenant expliquer cette réforme et les effets pratiques de division au sein du peuple qu'elle entraîne.

Le dossier de ces projets anti-populaires n'est pas clos, il y en aura d'autres. L'ensemble du pôle maoïste, particulièrement les CPAC, doit être prêt à se porter au front dès l'engagement de la bataille.

# Etats et Partis face au risque de guerre mondiale

La question de la guerre et de la paix est à l'ordre du jour. La rivalité des 2 super-puissances USA et URSS, le surarmement, la férocité en temps de crise des contradictions entre les impérialismes : les facteurs de guerre s'accumulent. Dans 3 régions du monde - l'Afrique, le Moyen-Orient, le Sud-Est Asiatique, des guerres locales sanglantes font partie de cette accumulation.

Dans la dernière période, deux faits ont encore aggravé la situation :

- 1) Issus du même courant historique, la libération nationale anti-américaine dans les années 60, le Vietnam et le Kampuchéa (ex-Cambodge) s'affrontent militairement.
- 2) Deux Etats socialistes, la Chine et l'Albanie, rompent toutes leurs relations, et l'Albanie déchaîne une campagne d'une violence sans précédent contre la Chine.

Les révolutionnaires maoïstes doivent examiner ce grand tumulte avec sang-froid, en marxistes, et à la lumière de leur expérience propre. L'époque de l'Etat-socialiste guide et modèle, source de directives, est complètement terminée. Nous comptons entièrement sur nos propres forces, et nous en avons les moyens.

L'origine des déchirements actuels est à chercher, à notre avis, dans la nouveauté de la situation : le risque de guerre mondiale, et la question : «que faire ? » posée aux Partis, aux prolétariats, aux peuples, aux pays, aux Etats, par ce risque. La question nationale, ce grand sphinx de notre temps politique, redevient essentielle POUR TOUS.

Nous entreprenons dans «Le Marxiste-Léniniste» une suite d'études et de réflexions sur ces points :

- a) La position de l'Albanie (article paru dans le numéro 31 - Nov 78)
- b) La ligne du Parti et de l'Etat Chinois.
- c) Les différentes forces politiques en France face à la question de la guerre.
- d) La ligne des maoïstes de l'U.C.F.M.L.

## La position actuelle de la Chine

- 1 -

### SUPERPUISSANCES ET DANGER DE GUERRE MONDIALE.

La Chine estime, depuis plus de 5 ans, que la guerre mondiale est inévitable à moyen terme. Elle rappelle à ce propos le principe léniniste selon lequel «L'impérialisme, c'est la guerre». Si, jusqu'aux années 60, ce principe a pu être masqué, c'est uniquement parce que la 2ème guerre mondiale avait fait émerger une puissance impérialiste dominante: les USA. Dans ces conditions, le camp impérialiste était relativement unifié, avec un chef de file incontestable. Mais les temps ont changé. L'URSS, depuis la venue au pouvoir de la bourgeoisie bureaucratique d'Etat, s'est à son tour engagée dans la voie de l'expansion impérialiste. L'invasion militaire de la Tchécoslovaquie en 1968 est, sur ce point, une date majeure. Et la seconde date importante est le

débarquement en Angola du corps expéditionnaire cubain, financé et armé par Moscou pour soutenir un pouvoir d'Etat à sa solde.

Ajoutons que, tout comme la CIA américaine dans les années 50, les services secrets soviétiques manigancent aujourd'hui des coups d'Etat pour imposer des cliques qui leurs soient favorables. Ce fut le cas récemment en Afghanistan et au Yémen du Sud. Le COMECON (organisation économique centrée sur Moscou) et les traités militaires ont enchaîné aux soviétiques des pays aussi éloignés et différents que l'Ethiopie et le Vietnam.

L'existence du social-impérialisme russe ne peut désormais faire de doute pour personne.

Il existe aujourd'hui bel et bien deux superpuissances impérialistes - les USA et l'URSS - capables de prétendre à l'hégémonie mondiale, et qui rivalisent partout dans le monde. Elles se préparent à la guerre.

Les chinois font aussi remarquer que les 2 superpuissances, historiquement, ne sont pas exactement symétriques.

Les américains sortent d'une période d'hégémonie incontestée. Ils en sortent affaiblis et en partie vaincus. Ils ont perdu la longue guerre d'agression en Indochine. Leur domination économique par rapport aux impérialismes secondaires d'Europe ou du Japon, est beaucoup moins nette. Les américains, au fond, ne peuvent guère viser qu'au maintien du statu quo. Ils sont demandeurs de coexistence pacifique.

Les russes au contraire sont demandeurs d'un nouveau partage. Ils sont candidats à une nouvelle hégémonie. Ils sont obligés de remettre en cause le statu quo, de forcer de nouveaux marchés, d'installer, au besoin par la force, des gouvernements qui leur obéissent. L'URSS est un état agressif, dont l'effort militaire, tourné vers l'offensive (50 000 chars, énorme flotte de guerre, missiles stratégiques) est sans précédent.

Les chinois considèrent en conséquence le social-impérialisme soviétique comme le principal fauteur de guerre comme la menace hégémonique la plus grave dirigée contre l'indépendance des pays.

Cet ensemble: deux superpuissances impérialistes, dont l'une particulièrement expansive et menaçante, constitue ce que les chinois appellent le premier monde.

- 2 -

## LE TIERS-MONDE.

Face à cela, il y a le courant historique qui s'oppose à la guerre, qui s'oppose à l'impérialisme, qui refuse l'hégémonie. Ce courant vient du grand mouvement de libération des peuples après la seconde guerre mondiale. Contre les colonialismes britannique, français, hollandais, portugais, etc..., des dizaines et des dizaines de peuples et de pays ont arraché leur indépendance nationale. Des centaines de millions d'hommes, jusqu'alors exploités, asservis, exclus de l'histoire, ont fait leur apparition en force sur la scène mondiale. Des continents entiers: Asie, Afrique, Amérique Latine, sont devenus, ou deviennent, des acteurs essentiels de notre temps. La physionomie du monde mis en place à partir du 16ème siècle par la bourgeoisie change radicalement.

En ce sens, la révolution chinoise elle-même, du moins jusqu'en 1966, participe principalement de ce gigantesque courant: la libération nationale des peuples colonisés et humiliés. La révolte des noirs d'Afrique du sud viendra inévitablement parachever cette épopée.

Certes, parmi tous les pays indépendants qui se sont arrachés à la botte de l'occupant colonial direct, il y a des situations politiques très diverses, allant de régimes quasi fantoches aux États socialistes. La libération des peuples est loin d'être un processus achevé.

Mais ces pays, pris dans leur ensemble, ne sont pas des pays impérialistes. Tel est le point essentiel. Leurs intérêts nationaux les opposent, selon une tendance nécessaire, bien qu'inégale, à l'hégémonie, à l'impérialisme et à la guerre. Contre le «premier monde» des superpuissances, ils sont, à la fois par le nombre, par la jeunesse historique, par le mouvement qu'ils incarnent, la force principale. Le devoir des pays socialistes est de se porter à leur tête, et de travailler à les unir contre les superpuissances, et spécialement contre l'URSS.

La Chine soutient donc tout ce qui manifeste l'autonomie des pays du tiers-monde et leur capacité à s'unir entre eux. Elle le fait par rapport à la question nationale (résistance aux hégémonies) et non par rapport à la nature du régime politique. (1)

(1) Ainsi l'OPEP, organisation des États producteurs de pétrole, sur la conférence sur les droits de la mer...

- 3 -

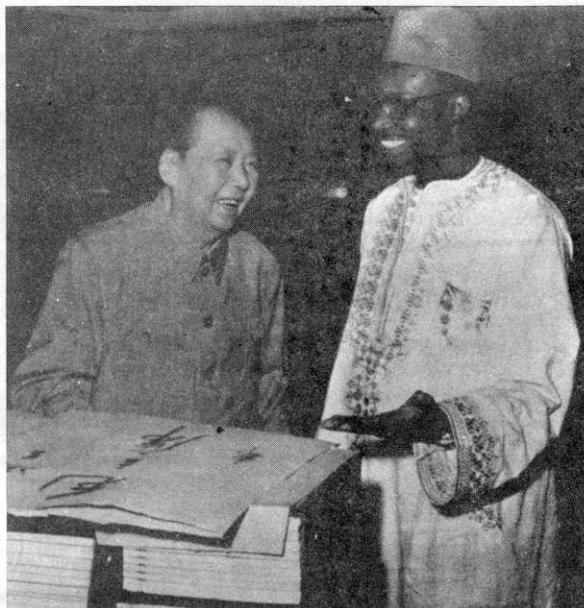
## LE SECOND MONDE.

L'ensemble des «petits» impérialismes (Europe de l'Ouest, Japon...) constitue, au regard de la question de la guerre, une force intermédiaire, indécise. Exploitant les peuples (la France en Afrique tout particulièrement), ils sont contre le Tiers Monde. Menacés et en grande partie soumis par les superpuissances, ils n'ont pas directement intérêt à la guerre. En effet, ils ne peuvent pas prétendre à l'hégémonie, et de plus, ils risquent fort d'être un champ de bataille: l'Europe, avec ses richesses, est le point-clef de la rivalité de l'URSS et des USA. A cause de tout cela, ils ont certains intérêts communs - limités - avec les pays du Tiers Monde, face à l'hégémonisme.

La Chine soutient donc tout ce qui va dans le sens: -a) de l'unité entre pays du second monde (l'Europe par exemple).

-b) d'accords particuliers «égalitaires» entre pays du second monde et pays du Tiers Monde, accords dirigés contre l'expansion d'une superpuissance.

Elle est favorable au développement militaire des pays du second monde. Elle soutient l'idée que du point de vue de ces pays, la guerre, dirigée contre une superpuissance agressive, ne sera pas une guerre impérialiste, mais une guerre nationale. Le prolétariat devra donc s'y engager sans réticence.



La Chine a toujours travaillé à l'unité des pays du Tiers-monde, contre les superpuissances et la guerre.

- 4 -

## NOTRE OPINION.

-a) La «théorie des 3 mondes» est une analyse objective correcte de la situation mondiale. Elle éclaire les agissements des États, au regard du risque de guerre. Les grandes thèses sur les forces en présence sont exactes.

Ce n'est pas une analyse dont le caractère de classe est très marqué: chacun des acteurs Étatiques de la scène mondiale, y compris les impérialismes, peut considérer cette théorie comme une description correcte.

C'est ce qui légitime, dans l'analyse, l'emploi du mot neutre de «pays» (du tiers-monde, du second monde, etc...) Un pays, ce n'est ni une nation, ni un État, ni un peuple, et c'est un peu les trois. C'est lui qui s'engage dans la guerre. La question est laissée ouverte de savoir si cette guerre sera «du peuple», ou classique; dirigée par le prolétariat, ou par la bourgeoisie nationale. Bref: la théorie «des 3 mondes» parle de «pays» parce qu'elle ne dit rien sur le caractère de classe de la question nationale.

-b) La «théorie des 3 mondes» n'est d'aucune façon une ligne pour le prolétariat mondial. Ça va de soi, puisqu'elle ne traite pas (et ne peut pas traiter, émanant d'un état) du caractère de classe des questions. S'agissant en particulier du prolétariat des pays du second monde (le prolétariat de France par exemple), elle ne lui fixe - et ne peut lui fixer - aucune tâche spécifique, même sur la question nationale. De là que cette théorie est compatible avec le chauvinisme, comme on le voit dans le cas du PCML. Ce qui ne veut pas dire qu'elle le prescrit... Au vrai, cette théorie ne nous sert pas à grand chose. Elle ne dit mot de ce qui est notre affaire: l'antagonisme politique avec la société impérialiste française, le parti de type nouveau. Elle soutient l'analyse, mais ne fait aucune politique.

-c) La «théorie des 3 mondes» ne permet pas d'expliquer ou de justifier tous les actes de la politique extérieure chinoise.

L'État chinois applique aux circonstances concrètes ses formulations générales. Nous approuvons ou non, selon les cas. Tel acte diplomatique particulier de l'État chinois ne vaut pas pour preuve, ou pour réfutation, de la «théorie des 3 mondes».

Par exemple, nous considérons comme positif le traité sino-japonais. Il est vital que la Chine brise l'encerclement tenté par l'URSS; avec la mise sous sa botte de l'Afghanistan et du Vietnam. Le soutien de la Chine au Kampuchéa est également positif.

Le soutien explicite de la Chine au Shah d'Iran, au moment précis de grandes émeutes populaires, manifeste un mépris inutile du facteur subjectif, des phénomènes d'opinion. Il y a là une stricte politique d'État qui est sans vertu aucune pour nos propres tâches révolutionnaires, même si nous en comprenons le ressort.

Dire que la «théorie des trois mondes» est correcte ne vaut pas défense intégrale de la diplomatie chinoise. Ce sont deux choses différentes.

-d) La «théorie des 3 mondes» n'est-elle pas déjà dépassée dans la pensée et les actes de l'État chinois ?

On peut se demander si le cadre concret des actions de l'État chinois n'est pas, dès aujourd'hui, le front uni con-

tre l'URSS, plutôt que le front uni contre les deux superpuissances (le 1er monde). C'est une analyse très différente: elle implique à terme des formes d'alliance avec les USA.

Après tout, c'est Nixon qui est venu en Chine voir Mao, et certainement pas Brejnev.

C'est logique, puisque ce qui compte, pour les États, c'est finalement les deux camps de la guerre mondiale. Or, ces 2 camps opposeront l'URSS aux USA, et certainement pas le 3ème monde au premier monde...

L'analogie avec la guerre anti-nazie est constante chez les chinois: elle implique la désignation d'un adversaire expansionniste, militariste et fasciste: l'URSS indubitablement.

Il se pourrait donc que la «théorie des 3 mondes» apparaisse comme la forme de transition, des années 70, entre deux figures du monde impérialiste:

- Années 60: les USA sont l'ennemi principal des peuples du monde. On mène contre eux la guerre du peuple de libération nationale.

- Années 80: l'URSS est l'ennemi principal des pays du monde. On prépare contre elle un front uni mondial de guerre de résistance anti-social-fasciste.

Mais pour ce qui nous concerne, nous affirmons que l'URSS ne deviendra l'ennemi principal de notre peuple qu'à partir de l'agression. En attendant, l'ennemi principal contre lequel nous édifions la force politique de classe, c'est la société impérialiste française et son État. Et c'est à partir de là, et non de la «théorie des 3 mondes», que nous avons une pratique de l'internationalisme.

Nous ne sommes pas un détachement de la géopolitique de l'État chinois. Ce qui ne nous empêche nullement de comprendre cette géopolitique.

Il va de soi que si la Chine était attaquée par l'URSS, nous ferions avec la plus extrême vigueur notre devoir internationaliste de soutien à la guerre de résistance du peuple chinois.

Dès aujourd'hui, nous soutenons fermement la guerre du peuple Cambodgien contre les mercenaires Vietnamiens et leurs maîtres soviétiques.

Mais il n'en est pas moins vrai que les affaires des partis prolétariens, et de leurs chemins politiques dans le cadre national, n'ont ni leur source, ni leur centre, dans les actions - légitimes - de l'État chinois.

## **DERNIERES PUBLICATIONS DU**

### **PÔLE MAOÏSTE :**

**FEUILLE Foudre** : No 4 (7 Francs) :  
1968-1978: 10 ans de cinéma. «L'Établi» de R. Linhart. Mai 68 au St Séverin. PROGRESSISMES ? : Julia... Alambrista ! Guerre et film-catastrophe, etc...

**LE BILAN MAOÏSTE DE MAI 68, APRES 10 ANS DE LUTTES POLITIQUES :**

**HISTOIRE DU MOUVEMENT MAOÏSTE :**

**LA SITUATION INTERNATIONALE.**

**RAPPEL :**

«UN VOYAGE AU SÉNÉGAL» DE Ismail Diagana ouvrier maoïste.

Une enquête sur la situation au Sénégal et le point de vue d'un ouvrier révolutionnaire sur la fraction immigrés de la classe ouvrière de France.

**YÉNAN-MASPÉRO: «LE NOYAU RATIONNEL DE LA DIALECTIQUE HÉGÉLIENNE.**

de A. Badiou, Joel Bellassen, Louis Mossot. Un commentaire sur un texte philosophique chinois de 1973.

Toutes les publications du pôle maoïste peuvent se trouver dans les librairies suivantes :

à la Librairie Internationale : 2 rue Boulard - 75 014 - Paris

à la Librairie Potemkine : 2, place Notre-Dame-du-Mont - 13 006 - Marseille.

( envois postaux - payés à la commande - en écrivant aux organisations du pôle . Voir page 16)

# UNE BATAILLE ESSENTIELLE EN EUROPE : LES PAYSANS DU SUD DU PORTUGAL CONTRE LES DESOCCUPATIONS



La G.N.R. surveille des terres qui viennent d'être désoccupées.

Aujourd'hui, des expulsions hors des terres occupées ont été ordonnées, à grande échelle cette fois, par le gouvernement Eanes-Da Costa, depuis la mi-October 78: autour de Sousel, Seda, Pias, Beja, Portel, Redondo, Brinches - donc un peu partout du Nord au Sud de l'Alentejo.

La GNR a commencé par silloner la région en tous sens, en se comportant dans les villages et les villes comme une véritable armée d'occupation. Dans la plupart des cas, elle était accompagnée de bandes armées civiles, liées aux anciens propriétaires fonciers. A Brinches, par exemple, lors de l'occupation des terres de la coopérative «Estrela de Alentejo», les 17 jeeps et camions de la GNR étaient suivies de 14 voitures occupées par plusieurs latifundiaires de la région. A chaque fois, les choses se sont passées ainsi: la GNR se ruait sur les batiments, en fermait les portes, fouillait les archives, emportait les machines agricoles. A Portel, elle protégeait l'ancien propriétaire afin qu'il puisse procéder sur le champ à la vente des 403 moutons de la coopérative Sao Bartolomeu de Outeiro. Même chose à l'UCP «Flor de Alentejo», le 4 Novembre, près d'Evora. Il n'y a eu ni négociation, ni discussion préalables que ce soit avec les syndicats agricoles ou avec les travailleurs des coopératives. La GNR a violemment chargé les rassemblements de paysans qui tentaient de s'opposer à la reprise des terres, en blessant plusieurs dizaines grièvement, y compris des femmes et des enfants.

## La situation des travailleurs des coopératives est difficile.

Leur volonté fondamentale - inébranlable depuis 76 où les 1ères «désoccupations» avaient été tentées - c'est de résister, de ne pas céder un pouce des terres qu'ils ont prises en 75, qu'ils occupent et travaillent depuis.

Les syndicats de travailleurs agricoles (liés au Parti Communiste Portugais) n'organisent pas la moindre résistance sur place, au moment où la GNR intervient. Ils donnent la consigne «d'éviter tout affrontement», dénie «toute responsabilité» dans les rassemblements qui se font, comme celui de Brinches, ou 3000 personnes s'étaient réunies pour défendre la coopérative. Tout au plus ont-ils appelé, eux ou le PCP, dans les villes du Sud à des meetings ou manifestations après coup.

Cette politique s'explique d'abord par le fait qu'ils ne sont pas contre toute reprise des terres. Leur 1er objectif est de négocier la quantité de terres à rendre aux anciens propriétaires, d'obtenir des compromis sur ce point, viables pour les coopératives. Leur 2ème objectif, est d'éviter tout affrontement de masse dans le Sud, toute structuration de masse d'une résistance qui constituerait les travailleurs des coopératives, et avec eux une fraction du peuple de l'Alentejo en corps politique de masse, échappant à l'espace des règlements de compte intra-parlementaires qui est l'espace de la politique du PCP depuis le repli de l'après 25 Novembre 75.

## Les paysans du Sud résistent néanmoins.

Ils se replient sur les villages quand la GNR occupe en force les terres, en attendant son départ pour réoccuper. Dans la région de Ferreira, à la coopérative Vilas Boao, c'est ce qu'ils ont fait. C'est ce qu'ils ont fait aussi à Sousel, à l'UCP «Estrela Negra»: au moment où les réserves rendues aux latifundiaires ont été reprises par les paysans, il y a eu de nouveaux affrontements avec la GNR, de nouveaux blessés.

Véritablement, malgré leurs conditions d'inorganisation actuelle, malgré le déploiement de forces militaires et la sauvagerie de la GNR, les travailleurs des coopératives s'engagent dans une guerre d'usure. Comme ils disent, ils résistent «à mains nues» aujourd'hui; mais leur volonté de ne pas céder les terres est un ciment politique considérable.

## Quelle est la signification de cette attaque de grande envergure contre les coopératives ?

Ce ne sont pas les 1ères désoccupations, ni les 1ers affrontements dans le Sud. Mais elles se font là à grande échelle, et elles s'accompagnent de surcroît d'un décret du ministère de l'Agriculture interdisant les paturages, et d'une campagne du gouvernement contre «l'agriculture d'auto-subsistance» dans l'Alentejo.

Il ne s'agit donc pas seulement de donner satisfaction à quelques uns des anciens propriétaires en leur permettant de s'indemniser eux-mêmes en vendant en toute hâte ce qui appartient aux coopératives. Il s'agit d'assurer un contrôle de l'État, à grande échelle, sur l'organisation interne des coopératives. En particulier sur l'organisation de la production.

Cet été, le gouvernement Nobre da Costa semblait ouvert au maintien d'un certain «statu quo» dans l'Alentejo, en particulier au maintien des grandes coopératives de production. Or son cabinet a chuté au Parlement face à une coalition menée par le PSD, du PS, du CDS, du PSD (et de .. l'UDP). Précisément sur la question de la Réforme Agraire, de la nécessité des indemnisations des latifundiaires.

En envoyant la GNR dans les campagnes, le «gouvernement de transition» Nobre da Costa travaille donc pour le prochain gouvernement Mota Pinto. Pour obtenir l'appui du PSD et du CDS, il concède à leur base d'appui la plus réactionnaire un minimum de «revanche» sur le mouvement de masse des paysans du Sud.

Les anciens propriétaires fonciers ont préparé eux-mêmes le terrain de cette revanche en réussissant cet été à organiser en plein Alentejo une manifestation de **petits paysans** qui, avec la CAP, exigeaient des coopératives qu'elles leur donnent des terres. Cette manifestation a été rendue possible par le mépris avec lequel le PCP a traité la question des petits paysans dans le Sud - poussant à occuper leurs terres de force - poussant à leur liquidation et leur refusant l'entraide et l'appui des coopératives. Elle a donné le signal que les anciens fascistes pourraient se faire une base de masse minimale dans l'Alentejo. C'est un signe d'une extrême gravité quant à la détérioration des rapports entre les petits paysans et le mouvement des coopératives.

Mais la bourgeoisie d'État (Eanes, Nobre da Costa, Mota Pinto...) voit plus loin. Elle prépare activement l'intégration du Portugal dans le Marché Commun; elle négocie avec le FMI pour obtenir les capitaux nécessaires pour réorganiser et moderniser la société portugaise à la faveur de la crise. L'énorme richesse agricole que représente le Sud du Portugal, le développement de la production agricole par les paysans dans le sens de combler les manques du pays, de lui permettre de compter sur lui-même au lieu d'importer, tout ceci va à l'encontre des projets et des intérêts des puissances impérialistes du Marché Commun et du FMI. Pour elles, le Portugal doit s'intégrer à leurs propres plans de développement avant tout. Il faut donc que l'État portugais ait la main sur l'organisation de la production dans les coopératives; Interdire les paturages est une mesure qui va exactement dans ce sens: les paysans ont considérablement augmenté le bétail sur les terres occupées, développé les paturages et les cultures fourragères pour le nourrir directement. Or jusqu'à présent, le bétail était nourri quasi exclusivement avec des produits importés de RFA.

### Un moment charnière.

Le moment actuel est un moment charnière. Parce qu'à l'offensive contre les coopératives, répond pour la 1ère fois un large courant d'indignation dans les usines, dans les villes. Les masses désignent cette affaire comme une bataille d'ensemble, comme leur bataille. Elles manifestent, se solidarisent avec les paysans du Sud. Elles indiquent que cette question de la défense des terres occupées est une question centrale de la politique, de l'heure.

Malheureusement, c'est semble-t-il le PCP qui structure ce mouvement jusqu'à présent, qui s'efforce d'en faire un mouvement de défense de sa réforme agraire, qui en fait un élément de ralliement à lui comme parti. Il espère, par ailleurs obtenir ainsi l'arrêt des attaques contre les coopératives, l'ouverture de négociations sans avoir à organiser les choses sur place.



Le mouvement d'indignation dans les villes contre l'intervention de la GNR est capable de rassembler des milliers de gens (ici, manifestation du 11 Novembre à l'appel d'organisations liées, malheureusement, au PCP.

Pour l'instant, nous n'avons pas connaissance d'une politique maoïste active dans cette situation.

Le MRPP/PCTP a eu au Portugal le mérite historique d'avoir discerné en 75 que se jouait dans l'Alentejo 2 réformes agraires opposées; d'avoir dénoncé la loi de réforme agraire du gouvernement Gonçalves comme une loi de réforme agraire capitaliste et contre-révolutionnaire, dévoyant le mouvement des paysans du Sud; d'avoir rappelé que la 2ème loi de réforme agraire, celle du PS, avait été préparée par la loi Gonçalves; d'avoir essayé de faire de la question paysanne un point de programme des Commissions de Travailleurs en 75 à Covilha; d'avoir organisé une solidarité, en 76, par des motions d'appui ouvrières, lycéennes, étudiantes, aux paysans attaqués.

Aujourd'hui, on peut craindre que le MRPP/PCTP tienne le raisonnement suivant: défendre les terres, c'est défendre la réforme agraire du PCP. Une telle attitude reviendrait à laisser le champ libre à la politique du PCP. Elle laisserait les paysans désorganisés dans le Sud, car seuls les maoïstes pourraient les organiser; elle laisserait le PCP tirer parti du bilan de masse qui est en train de se faire sur l'importance de la question paysanne et de la lutte de classe dans le Sud. Si elle se poursuivait, cette situation deviendrait, à nos yeux, très mauvaise. Les capacités du prolétariat à avoir une politique autonome, à être ou ne pas être une force politique d'avant-garde se jouent aujourd'hui dans le Sud, à nouveau sur les questions de la campagne.

C'est à nos yeux et pour nous mêmes une leçon historique de très grande portée. Nous devons être les militants en France de cet enseignement. Pour cela, nous devons nous-mêmes nous mobiliser, et mobiliser les organisations du pôle dans la solidarité avec la résistance des paysans du Sud aux désoccupations.

Nous devons travailler, en collaboration étroite avec les Comités PROPV (Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra) pour définir la campagne à mener, et les initiatives à prendre. Nous devons commencer, c'est certain, par lancer un mouvement d'étude du mouvement de masse des paysans du Sud, et de son bilan. Être maoïstes et internationalistes à l'égard de cette situation, c'est nous engager nous-mêmes en force dans la solidarité active avec les paysans du Sud du Portugal.

# UN FILM DE POLOGNE: « L'HOMME DE MARBRE » ( A. Wajda )

Birkut, symbole de l'histoire de l'avant-garde  
prolétarienne en Pologne. →

«L'homme de marbre» est un des premiers films venus de l'Est qui ne soit pas venu du froid, mais d'une question brûlante : quel chemin peut être celui des contestataires dans un pays comme la Pologne, dominé par le social-impérialisme de Brejnev, et par le social-fascisme ? Quelle voie doivent suivre les intellectuels et les artistes ?

Wajda quitte les brumes et les fantasmagories où il s'était jusqu'alors (depuis son grand film «Kanal») réfugié, et garde son arme favorite, l'humour. Mais plus pour en percer son propre cœur.

Par le récit que son film trace, par l'agencement même, l'étagement du mensonge et de la vérité qui en fait le labyrinthe voyant, il nous donne sa réponse : retrouver le prolétariat polonais et se lier à lui. Partir à la recherche des hommes perdus des années 50, des années de Staline, retrouver parmi toutes les mémoires, celle du prolétariat. Et ceci non pour l'appâter, le ferrer à l'hameçon d'une reconnaissance, d'un statut passager et historique, mais pour ouvrir et consolider la passerelle vers les temps présents.

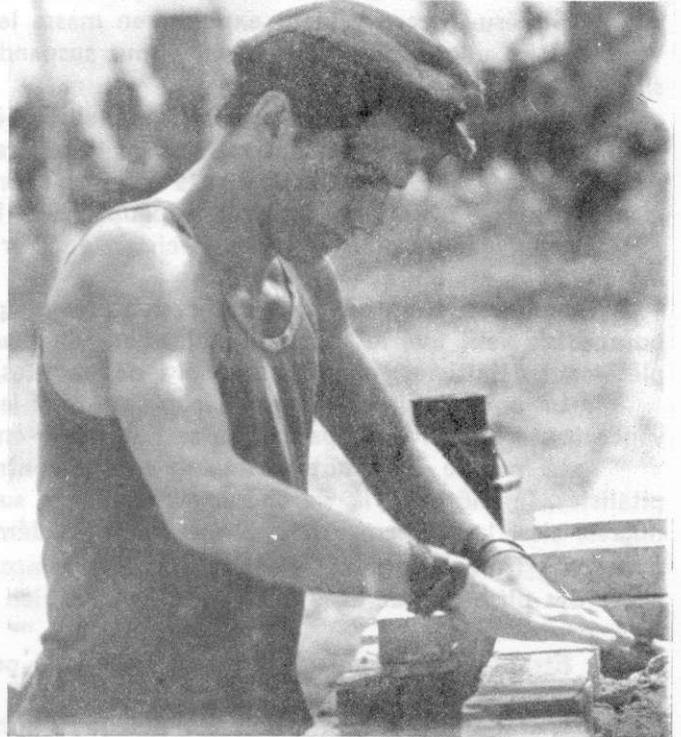
Se lier à lui. «Résurrection» d'une liaison au prolétariat : l'homme de marbre en est le montage romanesque. Car l'homme de marbre, c'est l'ouvrier polonais des années 50, figure étonnée et vivante qu'on croyait enterrée sous les blocs du stakanovisme.

Ouvrier d'élite donné alors en exemple à tous, parce qu'il fait voler la norme et l'accroche au sommet d'une prouesse de sueur et de sang. C'est lui qui apparaît, amenant dans ses poches, que ses poings ne quittent que pour fabriquer les murs, la question du stakanovisme. Mouvement pour la production, tentative d'augmenter les cadences, et le rythme du travail, en comptant sur la force humaine et même inhumaine. Vérité populaire du stakanovisme, du travail dur ; mais qui seul peut permettre l'édification de la Pologne d'après-guerre.

Naïf à la paysanne, c'est-à-dire en peu de mots, Birkut l'homme de marbre prend position pour au nom de sa vision socialiste des choses. A sa manière il rend le stakanovisme lui aussi vivant, lui qui en deviendra le héros parallèle, bientôt déchu. Mais ce qui le fait tomber, ce n'est pas la fausseté tranchée du stakanovisme, c'est l'histoire en force et en détail du prolétariat polonais. La légende s'est faite histoire et s'est faite détail.

C'est autour de cet homme que Wajda fait son film. Est-ce pour montrer que l'homme de marbre fut une création de l'opresseur, de la nouvelle bourgeoisie dont l'essor lui est contemporain ? Est-il une créature damnée et transparente du Parti ? L'homme de marbre est-il un homme de plâtre et de paille ? Ou est-ce que sous l'homme de marbre des légendes prolétariennes, montées de quelques pièces par les cinéastes et les artistes-mensonges, il y a indestructible, inentamé, l'homme de marbre, l'homme fait du prolétariat ?

Réflexion-histoire sur le prolétariat, et aussi sur ceux qui font les images, et en sont comptables, voilà ce qu'est ce film partagé entre l'histoire des ouvriers communistes et l'histoire des faiseurs d'images ; les cinéastes et les ouvriers.



Et ce faisant, Wajda trace de son pays et de sa société un portrait de passé et de présent qui met à sa place de classe chacun de ses protagonistes. Et ceci avec une précision malicieuse. Exemple : qu'est devenu l'un de ceux de l'équipe d'élite, le stakanoviste hésitant et ancien d'Espagne, bientôt arrêté et premier opposant au régime ? Un patron technocrate. Voilà ce à quoi «l'aveu» de London ne nous avait pas habitués.

Mais deux personnages centraux se poursuivent à travers tout le film et une myriade d'autres. La fille-vérité, jeune étudiante en cinéma dont le diplôme porte avec entêtement sur le prohibé homme de marbre. Et Birkut, l'ouvrier stakanoviste. Ils ne se retrouveront jamais. Birkut, qui a été destitué de son rôle de héros du travail et socialiste réunis, parce qu'il s'est mis à la recherche de l'ancien d'Espagne arrêté par la police, son équipier le plus proche, Birkut qui n'a pas compris les paysans, tout ouvrier d'élite qu'il soit, et qui, venu pour leur enseigner la cadence a reçu en salaire une brique brûlante dont ses mains s'estropient, Birkut disparu, Birkut est retrouvé mort, fidèle au combat prolétaire révolutionnaire sur la passerelle des chantiers navals de Gdansk, tué par la police.

Birkut n'existe plus mais son fils, qui l'apprend à la fille-vérité. Entre la fille-vérité et le fils de Birkut, c'est peut-être l'amour, mais c'est sûrement l'alliance. Le dernier plan les montre dans le couloir du début, marchant vers le bureau du Censeur. La main que le fils de Birkut pose sur l'épaule de cette fille rebelle aux douceurs, est-elle celle de la protection ou de l'alliance scellée ? Vont-ils seulement forcer le mensonge par la vérité, ou par la vérité le renverser ?

## ENGAGEONS SANS TARDER LA RIPOSTE CONTRE LE PROJET DU GOUVERNEMENT D'EXPULSER LES IMMIGRÉS EN MASSE !

Du 19 au 26 novembre, le gouvernement a mené une grande opération de propagande : la «semaine du dialogue français-immigrés». A ce propos, Stoléru, le ministre de l'immigration, a annoncé qu'il compte expulser hors de France 350 000 immigrés, surtout algériens, en refusant de renouveler leur carte de séjour qui arrive à expiration.

Stoléru-Giscard veulent expulser en masse les vieux et les chômeurs, ce qui est ignoble. Ils veulent faire une carte valable un an, pour suspendre tous les immigrés dans l'angoisse de l'expulsion.

Voilà à quoi mène la société impérialiste où l'ouvrier est une marchandise !

Voilà le «dialogue» des racistes de l'État français, Giscard et Stoléru !

Cette «semaine du dialogue» a été une opération politique menée par la bourgeoisie contre le peuple, pour diviser et paralyser le peuple. Son but :

1. Encourager les racistes et les fascistes, en leur disant que la majorité des français pensent comme eux.

2. Décourager ceux qui sont anti-racistes, ceux qui veulent l'unité entre français et immigrés. La bourgeoisie veut que les ouvriers et les gens du peuple français aient sur eux-mêmes une idée complètement défaitiste : «les français sont des racistes, il n'y a rien à tirer d'un peuple pareil !»

La bourgeoisie cherche à décourager tout le monde, français et immigrés, pour empêcher d'avance toute tentative du peuple de se constituer en force politique.

Le peuple, c'est notre camp. Il se fait contre les bourgeois, contre toute la politique des capitalistes, le chômage, la vie chère, mais aussi et surtout les expulsions, le racisme. Céder sur les immigrés, c'est la plus grave faiblesse, le recul, la démoralisation, le pourrissement interne. Laisser expulser nos frères algériens, c'est revenir aux temps noirs de la guerre d'Algérie, quand on était complices des pires massacres. Alors, on n'est plus rien pour la politique contre les bourgeois, contre les flics, contre l'État.

Etre avec les immigrés, c'est la seule voie pour que le peuple tout entier existe, se dresse, fasse sa politique.

L'État français s'est rendu compte que l'unité entre français et immigrés est le plus grave danger politique pour lui : il s'en est rendu compte depuis les grandes grèves menées par des ouvriers immigrés, et surtout depuis la grande lutte des foyers Sonacotra qui dure depuis 4 ans, la plus grande lutte ouvrière en France depuis 1968, rassemblant dans des manifestations des dizaines de milliers de gens. L'État est à l'attaque pour empêcher l'unité français-immigrés, et il veut donc donner au peuple une image de lui-même qui aille contre cette unité.

Mais du coup, une chose au moins est bien claire :

**L'UNITÉ ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, C'EST LA QUESTION PRINCIPALE DE TOUTE LA POLITIQUE EN FRANCE AUJOURD'HUI.**

Nous, maoïstes de l'UCFML, nous travaillons à ce que le peuple de France construise sa propre politique et l'organisation de cette politique : son parti communiste de type nouveau. Nous savons que le seul chemin pour le peuple passe par l'unité politique du prolétariat entre français et immigrés. C'est cela la force pour faire face aux attaques répétées de l'État contre le peuple.

Nous disons : Engageons au plus vite la riposte contre les mesures anti-immigrés que l'État prépare ! Imposons le renouvellement des cartes de séjour de tous les immigrés ! Empêchons toute expulsion !

C'est cela la bataille que le peuple doit engager contre la bourgeoisie aujourd'hui. Il faut gagner cette bataille, c'est la condition pour que le peuple devienne une force politique. Cette bataille sera l'axe organisateur de la lutte contre la politique gouvernementale dans tous les domaines.

Peut-on compter pour cette bataille sur les syndicats et les partis «de gauche», notamment le PCF et la CGT ? Jamais de la vie ! Le racisme camouflé de ces gens-là est bien connu :

- Dans les mairies, ils sont les expulseurs, et réclament le départ des immigrés.
- Ils veulent «un statut spécial» des immigrés : ils sont contre l'égalité des droits.
- Ils ont toujours attaqué la grève des foyers et le Comité de Coordination.
- Ils n'ont que «la France» et les «français» à la bouche.

Il faut compter sur nous-mêmes, sur la révolte, sur le peuple organisé, sur les révolutionnaires maoïstes.

Des gens du peuple, français, engagés dans la bataille pour les droits des immigrés, il y en a mais pas assez. C'est un courant important, on l'a vu par exemple à la manifestation du 18 Novembre à Barbés.

**Il faut que ce courant devienne un fleuve !**

**Pour le renouvellement des cartes de séjour des 350 000 immigrés, il faut que les français s'engagent massivement !**

**Il faut descendre dans la rue tous ensemble et empêcher absolument les expulsions !**